

# Populisme, nationalisme : comment en est-on arrivés là ?



Le livre "L'Age de la régression" "entend renouer avec les débats sur la globalisation des années 1990 en les dépassant". (Sébastien Thibault)

**Dans "l'Age de la régression", quinze penseurs venus du monde entier explorent le tournant historique que nous vivons.**



[Marie Lemonnier](#) Publié le [15 avril 2017 à 12h40](#)

**A bien des égards, 2016 restera comme une *annus horribilis*** pour la démocratie, avec pour derniers cauchemars en date, le Brexit et l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. Elle nous laisse sonnés devant ce funeste panorama: partout à travers le monde, la montée des radicalismes, des nationalismes et des replis identitaires ; partout les barrières éthiques cèdent peu à peu face à des politiques sécuritaires et xénophobes ; partout le monde connecté se désagrège laissant prospérer peur, ressentiment et colère.

Et même le vote, cet instrument de liberté politique, devient pour bon nombre d'électeurs un moyen de faire défection, une arme contre la démocratie elle-même. Autant de symptômes d'un tournant historique voire d'un «retournement», tant les forces réactionnaires sont désormais agissantes.

Face à cette crise politique mondiale, il fallait rien moins qu'une mobilisation internationale des chercheurs et des universitaires pour tenter de saisir la nature et l'origine profonde de cette «grande régression», ainsi que les stratégies possibles pour la contrecarrer.

Porté par quinze intellectuels de renommée planétaire, allant de l'anthropologue indo-américain Arjun Appadurai au philosophe slovène Slavoj Žižek en passant par la sociologue israélienne Eva Illouz ou le théoricien anglo-polonais de la «modernité liquide» Zygmunt Bauman, décédé en janvier dernier, «l'Age de la régression», publié ce jeudi 13 avril en France par les éditions Premier Parallèle et simultanément en treize langues dans le monde entier, entend répondre à cette nécessité.

Ouvrage magistral, à lire sans tarder avant les prochaines élections, il est aussi une opération éditoriale qui fera date. «*Ce livre entend renouer avec les débats sur la globalisation des années 1990 en les dépassant*», explique Heinrich Geiselberger, l'éditeur allemand à l'origine de ce faramineux projet, qui trouvera son prolongement vivant avec l'animation d'un site internet (via [lagedelaregression.fr](http://lagedelaregression.fr)) où seront versées les prochaines contributions de cette «internationale d'universitaires».

Mais si la fin du XXe siècle avait en effet perçu les dangers de la globalisation, c'est aujourd'hui la forme que celle-ci a revêtue que mettent ici en accusation la plupart des auteurs: le néolibéralisme, engendrant toujours plus d'inégalités et de souffrances.

Ce livre acte ainsi l'effondrement d'un monde, né après la chute du Mur en 1989. Il convient dès lors de qualifier notre époque d'«interrègne», «*une situation ouverte et instable où les cœurs comme les esprits sont à prendre*», écrit la philosophe critique américaine Nancy Fraser. Nous vivons aujourd'hui ce moment de tous les dangers, qui pourrait être aussi une occasion pour construire une nouvelle «nouvelle gauche». C'est à cette réflexion qu'engage «l'Age de la régression». En exclusivité, «l'Obs» vous en propose une sélection.

**Marie Lemonnier**

## **EXTRAITS**

### **La fatigue démocratique**

*par David Van Reybrouck (Belgique)*

D'innombrables sociétés occidentales sont aujourd'hui affligées par ce que nous pourrions appeler un «syndrome de fatigue démocratique». Les symptômes d'un tel syndrome sont nombreux: fièvre référendaire, difficultés sans cesse plus grandes des partis politiques à attirer des adhérents, participation faible aux élections, impuissance des gouvernements, paralysie politique - le tout sous le regard impitoyable des médias, dans un climat général de méfiance et d'agitation populiste.

Le World Values Survey, ce projet international d'enquêtes sur les valeurs et les croyances autour du monde, nous donne un portrait très lugubre de nos sociétés: moins de la moitié des jeunes Européens considèrent comme essentiel de vivre dans une démocratie. Mais la démocratie n'est pas le problème. Le problème est le vote, et les modalités de ce vote.

Si la démocratie s'est transformée en une bataille opposant des trolls et des menteurs, l'Union européenne, elle, s'est de plus en plus transformée en une bataille entre citoyens et conglomérats. Ce qui avait été autrefois un projet pacifiste, destiné à réunir des industries nationales afin d'éviter à l'avenir tout nouveau conflit armé, est désormais une source de tension grandissante entre de grandes entreprises privées et des citoyens en colère.

Il existe aujourd'hui, à nouveau, deux Europes, et même deux Allemagnes. Et il ne s'agit pas cette fois d'un clivage Est-Ouest ni d'une rivalité entre capitalisme et communisme. Nous avons affaire à une division entre ceux qui se sentent représentés politiquement et ceux qui n'ont pas ce sentiment tant qu'un leader populiste ne viendra pas répondre à ce manque. Et c'est alors que les vieux ressentiments, nourris de longue date, trouveront en sa personne leur exutoire. L'avenir semble incertain pour de plus en plus d'Européens, et les boucs émissaires sont faciles à trouver. Il est plus facile de montrer du doigt les musulmans que les robots.

La principale raison de la désagrégation actuelle de l'Union européenne doit être trouvée dans ce fossé entre Bruxelles et les citoyens. Il est temps que ceux-ci aient leur mot à dire sur l'Europe - non pas simplement à travers la représentation, mais à travers la participation. Cocher une case tous les cinq ans n'est pas suffisant. Nous devrions en revenir au principe central de la démocratie athénienne: désigner les représentants par tirage au sort. Un échantillon de la société suffisamment informé peut agir de façon plus cohérente qu'une société entière mal informée.

Combiner des panels de citoyens tirés au sort avec des référendums à choix multiples ouverts à tous est une bonne manière d'améliorer la démocratie: une telle procédure permet d'inclure les citoyens au processus de prise de décision politique, de faire prévaloir une opinion informée sur le «feeling» et de contribuer non pas à la division des sociétés, mais à leur cohésion.

[Stiglitz : “Il faut sauver l'Europe plutôt que l'euro”](#)

## **L'époque post-factuelle**

*par Wolfgang Streeck (Allemagne)*

Le néolibéralisme vint avec la globalisation, ou la globalisation avec le néolibéralisme - et c'est ainsi que débuta la *grande régression*. Le tournant néolibéral vit l'apparition d'une nouvelle divinité, du nom de TINA (There Is No Alternative). Ses prêtresses et prêtres étaient innombrables, de Margaret Thatcher à Angela Merkel, en passant par Tony Blair. Des pratiques hérétiques comme le contrôle de la circulation du capital ou les aides étatiques devaient être traquées et éliminées. Personne ne devait plus se dérober à la «concurrence globale», et personne ne pourrait plus se prélasser dans son hamac national qui, d'ailleurs, allait disparaître.

Au plus tard à la fin des années 1980, le néolibéralisme était devenu pensée unique, au centre droit comme au centre gauche. Et tout cela s'accompagna logiquement d'un remaniement profond des partis politiques - qui retrouvèrent leur place de «partis-cartels» au sein des appareils d'État -, d'un véritable effondrement du nombre de leurs adhérents et d'une participation aux élections toujours plus déclinante.

La révolution néolibérale, en tant que processus de régression institutionnelle et politique, aurait ouvert une nouvelle ère: celle de la politique post-factuelle. Une telle évolution était devenue nécessaire tant le programme unique de la globalisation néolibérale s'est avéré incapable d'offrir à tous la prospérité promise.

Les mensonges les plus éhontés ont toujours existé en politique - que l'on pense seulement à la petite prestation PowerPoint de Colin Powell au Conseil de Sécurité des Nations unies, en 2003, qui y présenta alors d'incontestables preuves visuelles de la présence d'armes de destruction massive sur le sol irakien... Mais, avec la révolution néolibérale et le passage à la «post-

démocratie» qui lui est intrinsèquement liée, un nouveau type de duperie politique s'est imposé: le mensonge de l'expert.

Tout cela commença avec la courbe de Laffer, au moyen de laquelle il fut scientifiquement démontré que les baisses d'impôt conduisaient à des rentrées fiscales plus importantes.

La vérité et la morale ne vaudraient plus rien, et, en Angleterre, même un député conservateur de second plan, interrogé sur les raisons l'ayant poussé à faire campagne en faveur du [Brexit](#) contre le conseil «des experts», a pu répondre ceci: «*People in this country have had enough of experts !*» (Les gens en ont eu marre des experts !) Nous assistons désormais à un *Kulturkampf*, à un combat culturel d'un type inédit, dans le cadre duquel la moralisation du capitalisme global s'accompagne d'une diabolisation de ceux qui considèrent en être les victimes. Le concept-clé brandi dans le cadre de ce combat culturel, et qui fut introduit en très peu de temps dans l'arsenal intellectuel idoine, est celui de «populisme». Celui-ci permet de stigmatiser assez commodément des courants et des organisations, de gauche comme de droite, s'opposant à la logique «TINA» de la globalisation néolibérale. Les partis anti-globalisation et leurs membres sont ainsi frappés au quotidien d'une sorte de déchéance morale et culturelle. Leurs «angoisses et leurs soucis» doivent, nous dit la version officielle, «être pris au sérieux», mais seulement en matière sociale.

Dans le même temps, les perdants et autres objecteurs de conscience de l'internationalisation se dérobent à la censure morale en se retirant des médias officiels pour se mêler aux «réseaux sociaux», créant ce faisant leurs propres circuits de communication avec le concours des infrastructures les plus globalisées qui soient. Ils n'y ont pas à craindre d'être offensés comme dans les médias officiels, où ils sont traités de haut, et considérés comme arriérés aussi bien sur le plan culturel que sur le plan moral.

[L'utopie, c'est fini](#)

## **Le néolibéralisme de gauche**

*par Nancy Fraser (Etats-Unis)*

La victoire de Trump ne témoigne pas seulement d'un sentiment de révolte contre la finance globale. Ce que ses électeurs ont rejeté n'est pas le néolibéralisme tout court, mais le néolibéralisme progressiste.

Cela pourrait passer pour un oxymore, mais nous avons là un alignement politique réel, et pervers, qui constitue la clef de compréhension de la présidentielle américaine - et peut-être de certaines évolutions en cours ailleurs. Dans sa forme américaine, le néolibéralisme progressiste représente une alliance des principaux nouveaux mouvements sociaux (féminisme, antiracisme, multiculturalisme, défense des droits LGBT) et des secteurs de pointe à forte valeur ajoutée des industries de la finance et des services (Wall Street, Silicon Valley et Hollywood).

Cette alliance est effectivement celle des forces progressistes et des forces du capitalisme cognitif - et tout particulièrement de la financiarisation. Les premières ont, sans le vouloir, contribué au renforcement des secondes en leur prêtant de leur aura. Des idéaux comme la diversité ou l'autonomie personnelle, qui, en principe, pourraient servir d'autres fins, ont ainsi été mis au service de politiques qui ont dévasté le secteur industriel et les conditions de vie de

la classe moyenne inférieure, ne servant ici que de simple vernis à cette entreprise de destruction.

Le néolibéralisme progressiste mêle des idéaux d'émancipation tronqués et des formes de financiarisation létales.

Et c'est précisément ce mélange-là qui a été rejeté *dans sa totalité* par les électeurs de Trump. Ces populations ont vécu la désindustrialisation comme une grave offense, doublée d'une autre: le moralisme progressiste, qui ne cessa plus, dès lors, de les portraiturer comme un ramassis d'arriérés.

En rejetant la globalisation, les électeurs de Trump ont également répudié le cosmopolitisme libéral identifié à elle. Certains (pas tous, tant s'en faut) eurent vite fait d'imputer l'aggravation de leurs conditions de vie au «politiquement correct», aux gens de couleur, aux immigrés et aux musulmans. A leurs yeux, le féminisme et Wall Street sont une seule et même chose, que la personne de Hillary Clinton incarne à la perfection.

C'est l'absence d'une gauche véritable qui permit à cette fusion funeste de s'accomplir. En dépit de soulèvements épisodiques du type Occupy Wall Street, qui s'avèrent tous éphémères, il n'y eut pas de présence soutenue de la gauche aux États-Unis, plusieurs décennies durant. Il aurait fallu que soit élaboré et que soit tenu un discours de gauche intelligent, exhaustif et ambitieux, articulant les griefs légitimes de tous ceux qui ont voté pour Trump non seulement à une critique impitoyable de la financiarisation, mais aussi à une vision antiraciste, antisexiste et antihiérarchique de l'émancipation.

Or un tel discours ne fut pas élaboré et ne fut a fortiori tenu nulle part. Chose également dévastatrice, les liens potentiels entre la question du travail et les nouveaux mouvements sociaux furent entièrement ignorés [...], du moins jusqu'à la remarquable campagne menée, dans le cadre des primaires démocrates, par Bernie Sanders, qui s'échina alors à réunir ces deux pôles, notamment après y avoir été incité par le mouvement Black Lives Matter. [...]

Si Trump écrasa en effet ses rivaux du camp républicain, y compris ceux qui avaient les faveurs des grands donateurs, y compris les piliers incontournables du parti, Sanders, lui, vit son insurrection efficacement entravée par un Parti démocrate bien moins démocratique que son rival.

Optant très vite pour un discours moralisateur de petit calibre, Hillary Clinton centra toute sa campagne sur la «nocivité» de Trump. Optant pour la bonne vieille tactique de la peur, ses auxiliaires mirent la pression sur les partisans de Sanders. Afin de stopper la menace «fasciste», ils devaient cesser, leur annonça-t-on, de critiquer la candidate démocrate et opter sagement pour le moindre mal.

Mais cette stratégie s'avéra désastreuse, et pas uniquement parce que Clinton a perdu. En refusant de se colleter aux conditions qui étaient à l'origine de la montée en puissance de Trump, Clinton tira tout simplement un trait sur ses soutiens naturels et sur leurs inquiétudes. Non seulement Clinton ne donna aucun «coup à gauche», comme l'attendaient ses soutiens les plus réticents, mais elle contribua activement à faire que le choix proposé - populisme réactionnaire contre néolibéralisme progressiste - soit un faux choix.

Le problème n'est pas seulement que le populisme réactionnaire n'est pas (encore) le fascisme. Il est aussi que le libéralisme et le fascisme ne sont pas deux choses qui n'auraient strictement rien à voir l'une avec l'autre, l'une étant bonne et l'autre mauvaise: libéralisme et fascisme constituent les deux versants profondément interconnectés du système mondial capitaliste. Bien qu'ils ne soient en rien équivalents sur le plan normatif, tous deux sont les produits d'un capitalisme déchaîné qui, partout, déstabilise les univers de vie et d'habitation, charriant dans son sillage des espoirs d'émancipation individuelle comme des souffrances tues.

La leçon à tirer de tout cela est en conséquence assez claire: la gauche devrait refuser de choisir entre un néolibéralisme progressiste et un populisme réactionnaire. Plutôt que d'acquiescer à l'attelage financiarisation-et-pseudo-émancipation, contre l'idée même de protection sociale, nous ferions mieux de nous attacher à forger une nouvelle alliance contre la financiarisation - une alliance fondée sur les idéaux d'émancipation véritable et de protection sociale.

[Sommes-nous gouvernés par des fous ?](#)

## **L'impuissance de l'Etat-nation**

*par Slavoj Žižek (Slovénie)*

La gauche libérale et la droite populiste sont désormais toutes deux encastrées dans la politique de la peur: peur des migrants, peur des féministes, ou encore peur des populistes fondamentalistes, etc.

La première chose à faire ici consiste à passer de la peur à l'angoisse: la peur est peur d'un objet externe – d'un objet perçu comme représentant une menace pour notre identité –, alors que l'anxiété surgit lorsque nous prenons conscience que notre identité – que nous voulons protéger de cette si effrayante menace externe – pose d'une manière ou d'une autre problème. La peur nous pousse à annihiler l'objet externe alors que se confronter à l'angoisse suppose de nous transformer nous-mêmes.

Il est ici tentant de renverser la célèbre phrase de Gramsci sur les «phénomènes morbides» qui font leur apparition dès que le vieux monde se meurt alors que le nouveau tarde à naître: lorsqu'un ordre règne, les horreurs et les monstruosité se voient normalisées, mais lorsque l'ordre ancien agonise alors que le nouveau tarde à advenir, les horreurs, dans cette phase de transition, accèdent en tant que telles à la visibilité, se voyant pour ainsi dire dé-normalisées – et c'est alors, dans de tels moments d'espoir, que de grands actes deviennent possibles.

L'urgence de la situation présente ne devrait en rien servir d'excuse: l'urgence est le temps de la pensée. Nous ne devrions pas avoir peur ici de renverser la thèse XI de Marx: jusqu'ici, nous avons bien trop rapidement tenté de transformer notre monde, le temps est venu de le réinterpréter sur le mode de l'autocritique, d'examiner notre propre responsabilité (d'hommes et femmes de gauche). Voilà ce que nous devrions faire aujourd'hui, maintenant que nous nous retrouvons sous le sortilège de la victoire de Trump (qui n'est – ne l'oublions pas – qu'une mauvaise surprise parmi tant d'autres).

C'est qu'il nous faut rejeter le défaitisme comme l'activisme aveugle, et «*apprendre, apprendre et apprendre encore*» (comme l'aurait affirmé Lénine) des/les causes de ce fiasco de la politique libérale-démocrate.

Dans ses «Notes Towards a Definition of Culture», le grand poète conservateur T.S. Eliot écrivait qu'il existe des moments où la seule alternative possible consiste à choisir entre l'hérésie et la non-croyance, lorsque la seule manière de maintenir en vie une religion consiste à opérer un schisme sectaire loin de son corps principal.

Voilà ce que nous devons faire aujourd'hui: les présidentielles américaines de 2016 ont porté l'estocade au rêve de Fukuyama d'une fin de l'Histoire et entériné la défaite de la démocratie libérale. Et la seule manière de faire réellement mordre la poussière à Trump, et de sauver ce qui mérite de l'être dans la démocratie libérale, consiste donc à opérer un schisme sectaire loin du corps principal de cette démocratie libérale – en résumé, de déplacer le curseur de Clinton à Sanders. Autant dire que les prochaines élections devraient opposer Trump et Sanders.

Il est relativement facile de concevoir le programme qui attend cette nouvelle gauche. À l'évidence, la seule manière de contrecarrer le «déficit démocratique» du capitalisme global aurait dû consister en quelque entité transnationale – Kant, il y a plus de deux cents ans déjà, ne voyait-il pas, eu égard à l'émergence d'une société globale, la nécessité d'un ordre juridique transnational et transétatique? [...]

Le problème structurel (l'antinomie) du capitalisme global réside dans l'impossibilité (et, simultanément, dans la nécessité) d'un ordre sociopolitique qui lui correspondrait: c'est que l'économie de marché globale ne peut être directement organisée comme une démocratie libérale globale qui aurait recours à des élections à l'échelle de la planète ; et c'est que le «refoulé» de l'économie globale fait son retour dans la politique sous la forme de fixations archaïques et d'identités substantielles particularistes (ethniques, religieuses, culturelles)...

C'est précisément cette tension qui définit la très délicate situation qui est aujourd'hui la nôtre: la libre circulation des marchandises à l'échelle du globe s'accompagne de séparations de plus en plus flagrantes dans la sphère sociale – alors que les marchandises circulent de plus en plus librement, les hommes, eux, se retrouvent prisonniers de nouveaux murs.

Trump promet de biffer d'un trait de plume les grands accords de libre-échange qu'avait soutenus Clinton. Une politique de gauche à opposer à ces deux-là devrait consister à élaborer des traités internationaux d'un genre inédit: des accords visant à contrôler les banques, à instaurer des critères écologiques précis, à protéger les droits des travailleurs, à garantir à tous de mêmes soins de santé, à protéger les minorités sexuelles et ethniques, etc.

La grande leçon du capitalisme global, c'est que les États-nations ne peuvent faire à eux seuls le travail – seule une entité politique internationale d'un type inédit serait, peut-être, à même de brider le capital global.

Un vieil homme de gauche, anticommuniste de toujours, m'a dit un jour que la crainte que Staline inspirait aux grandes puissances occidentales était la seule bonne chose qui pouvait être mise à son crédit – et peut-être pourra-t-on dire un jour la même chose de Trump: la crainte qu'il inspire désormais aux libéraux sera peut-être la seule bonne chose à mettre à son crédit. Les puissances occidentales apprirent jadis la leçon et focalisèrent alors leur attention, en pratiquant l'autocritique, sur leurs propres défauts, développant dès lors l'État-providence. Nos libéraux de gauche seront-ils capables d'accomplir quelque chose de semblable?

La victoire de Trump a généré une situation politique entièrement nouvelle, qui donne ses chances à une gauche plus ambitieuse. Il est désormais temps de travailler dur à la formation

d'une gauche politique radicale – ou, pour citer Mao : *«Il y a un grand désordre sous le ciel, la situation est donc excellente.»*

[Trump par Zizek : l'homme qui se coiffait comme une perruque](#)

## **La grande peur des majorités**

*par Ivan Krastev (Bulgarie)*

Nous sommes les témoins, aujourd'hui, en Occident, non pas d'un repli temporaire intervenant dans le cadre d'un progrès plus général, non pas d'une «pause», mais d'un retournement. Nous assistons à la démolition du monde qui avait été édifié au lendemain de la chute du Mur en 1989, et le trait caractéristique le plus dramatique de l'évolution actuelle est moins l'émergence de régimes autoritaires que la transformation en cours de nombre de régimes démocratiques occidentaux.

Tout au long des deux décennies qui suivirent l'année 1989, la diffusion des élections libres fut partout synonyme d'inclusion des très divers groupes minoritaires (ethniques, religieux, sexuels) dans la vie publique. Aujourd'hui, les élections servent à consolider l'hégémonie des majorités. Les majorités menacées sont la nouvelle grande force politique en Europe. Elles craignent que les étrangers submergent leurs pays respectifs et mettent en danger leurs modes de vie, convaincues comme elles le sont qu'une telle situation est le résultat d'une conspiration entre des élites aux valeurs cosmopolites et des immigrés aux valeurs tribales.

Le populisme de ces majorités n'est pas le fruit d'un nationalisme romantique, comme cela avait pu être le cas il y a cent ans, voire plus. Il se nourrit plutôt de projections démographiques annonçant à la fois le déclin de l'Europe et des États-Unis et de grandes vagues migratoires sur leurs sols respectifs, ainsi que des bouleversements induits par la révolution technologique.

L'obsession démographique incite les Européens à imaginer un monde où leurs cultures auront disparu, tandis que la révolution technologique leur promet un monde où les métiers qu'ils exercent encore auront eux aussi disparu. L'opinion publique occidentale, qui était jadis une force progressiste, voire révolutionnaire, s'est transformée en une force réactionnaire, et c'est cette transformation qui explique l'émergence de formations populistes de droite en Europe, ainsi que la victoire de [Donald Trump](#) à la récente présidentielle américaine.

Au moment même où Fukuyama proclamait la fin de l'Histoire, le politiste américain Ken Jowitt interprétait très différemment la fin de la guerre froide: il la présentait alors non comme une issue triomphante, mais comme le commencement d'une ère de crises et de traumatismes, comme une période qui allait ouvrir la voie à ce qu'il appelait alors le *«nouveau désordre mondial»*. Pour lui, la fin du communisme devait être comparée à une éruption volcanique.

Aux yeux de Jowitt, le monde de l'après-guerre froide allait ressembler à *«une sorte de bar pour célibataires»*:

*Tout un assortiment de gens ne se connaissant ni d'Eve ni d'Adam, se draguant, allant chez l'un ou chez l'autre pour coucher ensemble, ne se revoyant plus ensuite, incapables même de se souvenir de leurs noms respectifs, retournant la semaine suivante dans le même bar afin d'y rencontrer quelqu'un d'autre. Un monde connecté et désintégré à la fois. »*



Nous avons là un monde riche en expériences, mais peu favorable à la constitution d'identités stables et de loyautés véritables. Il n'est donc pas surprenant que la réaction suscitée par ce monde-là prenne la forme du retour aux barricades, au désir de frontières.

C'est précisément ce passage - du monde désintégré des années 1990 au monde barricadé qui émerge aujourd'hui - qui vient profondément affecter le rôle que jouaient jusqu'à présent les régimes démocratiques. La forme de démocratie qui avait cours jusqu'alors, et qui encourageait l'émancipation des minorités, se voit remplacée par une forme de démocratie visant à sécuriser la puissance des majorités.

L'actuelle crise migratoire en Europe est la manifestation la plus spectaculaire du changement de nature qui affecte désormais la démocratie ainsi que l'attrait qu'elle exerce.

### "Les migrants doivent être une cause pour tous"

Dans ce monde connecté qui est le nôtre, la grande migration constitue la nouvelle révolution. Nous n'avons pas ici affaire à une révolution des masses telle qu'en connut le XXe siècle, mais à une révolution menée par des individus et des familles et inspirée non pas par de grands tableaux du futur brossés par des idéologues, mais par les photos que l'on trouve sur Google Map, des photos montrant ce qu'est la vie quotidienne de l'autre côté de la frontière.

Cette nouvelle révolution n'a pas besoin, pour réussir, de mouvements ou de leaders politiques. Nous ne devrions donc pas nous étonner qu'entrer dans l'Union européenne soit, pour nombre de malheureux, chose plus attirante que n'importe quelle utopie. Pour un nombre grandissant de personnes, l'idée de changement est synonyme de changement de pays et non de changement de gouvernement.

Le problème que soulève cette révolution migratoire, c'est sa capacité inquiétante à susciter en Europe une véritable contre-révolution. Le trait caractéristique essentiel de nombreuses formations populistes de droite européennes n'est pas leur sensibilité nationaliste-conservatrice, mais le fait qu'elles sont réactionnaires.

Or, pour les réactionnaires, *«la seule réponse sensée à l'apocalypse consiste à en provoquer une autre, dans l'espoir d'un recommencement.»*

© Premier Parallèle

#### **«L'âge de la régression»,**

*Par Arjun Appadurai, Zygmunt Bauman, Nancy Fraser, Eva Illouz, Ivan Krastev, Bruno Latour, Paul Mason, Pankaj Mishra, Robert Misik, Oliver Nachtwey, Donatella della Porta, César Rendueles, Wolfgang Streeck, David Van Reybrouck, [Slavoj Žižek](#);*  
*Editions Premier Parallèle, 328 p., 22 euros.*

**Paru dans «L'OBS» du 13 avril 2017.**